



Photo : hevé montaigne

Philippe Le Clézio est membre du Conseil économique, social et environnemental de France et préside la Commission de concertation sur les indicateurs de développement durable.

Combien ça va bien chez vous?

Avec le projet «PIBien-être», le Luxembourg va mesurer la croissance autrement en y intégrant le bien-être.

Avec la crise, la mesure du produit intérieur brut (PIB) s'est imposée comme la référence pour mesurer la façon dont les pays ont traversé la crise. Pourtant, les experts sont unanimes : le PIB ne permet pas de refléter le niveau de vie d'un pays. Au Luxembourg comme ailleurs, de grands projets ont été lancés pour trouver des indicateurs aptes à mesurer le bien-être et le niveau de vie. La marche vers le «PIBien-être» est en route.

De notre journaliste
Delphine Dard

Après chaque crise majeure, le monde moderne a souvent mis en place des indicateurs pour lui permettre de s'évaluer et d'être certain de ne pas revivre une telle situation. Ainsi, en 1932, à la suite de la Grande Dépression, la mesure du PIB voit le jour pour qu'à l'avenir les pays du monde puissent se comparer dans un univers économique qui se globalise déjà. Depuis, le PIB est devenu l'indicateur économique par excellence. Pourtant, cet indicateur marchand, qui calcule le cumul de la valeur ajoutée de toutes les activités économiques, n'est pas suffisant

à lui seul pour mesurer le niveau de vie d'un pays et de ses habitants, une notion qui recouvre une réalité plus complexe et diverse.

En témoigne cet exemple qui concerne beaucoup de travailleurs frontaliers au Luxembourg. En termes de PIB, on considère que l'accroissement du temps de parcours entre son domicile et son lieu de travail fait croître le PIB, puisqu'il fait augmenter la consommation de carburant. Or cette vision est très simpliste, puisqu'elle ne prend en compte ni le stress des travailleurs occasionné par un temps de parcours souvent augmenté par les embouteillages, ni l'impact sur l'environnement.

Au Luxembourg comme ailleurs, on réfléchit depuis quelque temps à l'élaboration d'un nouvel indicateur capable de mesurer le bien-être. Le nouveau gouvernement a d'ailleurs chargé le Conseil économique et social (CES) et le Conseil supérieur pour un développement durable (CSDD) de réfléchir sur le sujet et de produire un rapport pour la fin de l'année. Les deux institutions ont donc lancé officiellement hier le début du projet «PIBien-être». Elles

Les recommandations Stiglitz

Pour trouver un indicateur du bien-être, le gouvernement s'inspire de 12 recommandations du rapport Stiglitz qui a réfléchi pour la France aux moyens de mesurer la croissance autrement. Ces recommandations sont les suivantes : regarder les revenus et la consommation, refléter la vue des ménages, refléter le patrimoine d'un pays, prendre en compte les activités non mar-

chandises, mieux chiffrer la santé, l'éducation et les activités personnelles, analyser les inégalités et leur évolution, trouver ce qui influe sur la qualité de vie, trouver des calculs statistiques pour mesurer la qualité de vie, intégrer la dimension subjective dans les statistiques, intégrer la soutenabilité du bien-être, développer des indicateurs environnementaux.

ont invité des politiques et représentants de la vie économique luxembourgeoise à venir réfléchir à ce véritable projet de société. Pour les y aider, le CES avait convié Philippe Le Clézio. Membre du Conseil économique, social et environnemental de France, il a récemment présidé à la rédaction d'un rapport portant sur la mesure de la richesse et du bien-être.

En France, il a donc préconisé la création d'un tableau de bord com-

prenant 20 indicateurs susceptibles de mesurer le développement durable, qui est donc lui-même composé d'éléments sociaux, économiques et environnementaux. Parmi les nouveaux éléments à prendre en compte pour mieux mesurer la richesse d'un pays, il a nommé des indicateurs d'inégalités de revenus, de travail précaire, de santé publique, d'accès au logement ou encore d'insertion sociale.

Mais le plus difficile, comme l'a

rappelé Serge Allegrezza, le président du CES, «c'est encore de définir ce qu'est le bien-être».

Tout le monde est d'accord pour dire que les simples calculs de productivité qui régissaient le monde économique avant la crise ne sont plus valables et qu'il faut aujourd'hui mesurer ce qu'on produit, pourquoi on le fait et si on a pensé aux générations futures. Mais le plus difficile semble de faire entrer un peu de subjectivité dans le monde de la statistique. Philippe Le Clézio a donc proposé au Luxembourg de faire valider la pertinence et la justesse des indicateurs du tableau de bord auprès d'un échantillon de la population. Car comment mesurer le bien-être de la population si on n'est pas en contact direct avec elle, a ajouté le Français.

Ce vaste chantier, qui doit être partiellement achevé d'ici un an, est en tout cas lancé et promet de remettre un peu de considérations philosophiques au milieu des chiffres bruts de l'économie. Mais après tout, les grands économistes, qu'ils se nomment Adam Smith ou Karl Marx, étaient auparavant des philosophes.